
NEOCOM MULTIMEDIA

Société Anonyme au capital de 1 271 603 euros

Siège social : 37/41 rue Guibal

13003 MARSEILLE (Bouches du Rhône)

337 744 403 RCS MARSEILLE

RAPPORT DE GESTION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 28 MAI 2013

PREAMBULE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte conformément aux dispositions de la loi et des statuts de votre société, à l'effet de délibérer sur les points suivants qui sont soumis à votre approbation :

Ordre du jour à titre ordinaire

- Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur la marche de la société, et présentation par le conseil des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
- Lecture des rapports des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission sur les comptes annuels et de leur rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.
- Approbation des comptes sociaux et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.
- Quitus aux administrateurs.
- Affectation du résultat de l'exercice.
- Distribution d'un dividende.
- Fixation du montant des jetons de présence 2013.
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Stéphane RAIMONDEAU
- Questions diverses.
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Ordre du jour à titre extraordinaire

- Transfert du siège social
- Modifications corrélatives statutaires
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Tous les documents sociaux, comptes, rapports et autres documents ou renseignements s'y rapportant vous ont été communiqués ou mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

A TITRE ORDINAIRE

SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Sur cet exercice, la société a continué son recentrage d'activités ainsi que son développement sur la téléphonie et la mobilité.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, tant au niveau de la présentation des comptes qu'à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La situation de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le tableau ci-dessous, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent :

BILAN ACTIF	31/12/2012	31/12/2011	Ecart %
Immobilisations incorporelles	903 415	1 565 915	-42.3
Immobilisations corporelles	31 175	70 680	-55.9
Immobilisations financières	236 157	302 745	-22
ACTIF IMMOBILISE	1 170 747	1 939 340	-39.6
Créances diverses	1 915 675	2 115 515	-9.4
Disponibilités	2 807 022	2 695 832	+4.1
Charges constatées d'avance	52 256	29 706	+75.9
ACTIF CIRCULANT	4 774 953	4 841 053	-1.4
Ecarts de conversion actif	889	-	+100
TOTAL ACTIF	5 946 589	6 780 393	-12.3

BILAN PASSIF	31/12/2012	31/12/2011	Ecart %
Capital social	1 271 603	1 271 603	-
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 357 103	1 357 103	-
Réserve légale	127 160	127 160	-
Autres réserves	1 315 527	1 329 385	-1
Report à nouveau	0	0	-
Résultat de l'exercice	-474 772	403 201	-217.8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3 596 621	4 488 452	-19.9
Provisions pour risques et charges	151 889	0	+ 100
Dettes	2 182 419	2 288 381	-4.6
Produits constatés d'avance	15 660	687	-2179.5
TOTAL DETTES	2 198 079	2 289 068	-4
Ecarts de conversion Passif	-	2 873	-100
TOTAL PASSIF	5 946 589	6 780 393	-12.3

L'activité de la société au cours de l'exercice se trouve résumée dans le tableau qui suit, regroupant les postes les plus significatifs du compte de résultat, ainsi que leur évolution par rapport à l'exercice précédent :

COMPTE DE RESULTAT Durée	31/12/2012 12 mois	31/12/2011 12 mois	Ecart %
Chiffre d'affaires net (hors taxes)	6 210 578	6 273 926	-1
Coût des achats et charges externes	4 744 416	4 796 221	-1.1
VALEUR AJOUTEE	1 466 162	1 477 705	-0.8
Subventions d'exploitation	0	0	-
Impôts, taxes et versements assimilés	58 964	54 964	+7.3
Charges de personnel	1 112 513	1 094 101	+1.7
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	294 685	328 640	-10.3
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	0	43 910	-100
Autres produits	61 107	87 167	-29.9
Dotations aux amortissements et provisions	68 625	74 708	-8.1
Autres charges	20 908	62 164	-66.4
RESULTAT D'EXPLOITATION	266 258	322 845	-17.5
Résultat financier	-203 694	41 800	-587.3
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	62 564	364 645	-82.8
Résultat exceptionnel	-445 685	38 555	-1256
Impôt sur les sociétés	91 651	0	+100
RESULTAT NET COMPTABLE	-474 772	403 201	-217.8

ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 6 210 578 € 6 273 926 € pour l'exercice précédent, soit une diminution de 1 %.

Le total des charges d'exploitation 2012 ressort à 6 005 427 €, après dotation aux provisions et amortissements pour un montant de 68 625 €, contre respectivement 6 082 158 € et 74 708 € pour 2011.

La masse salariale globale, y compris les charges sociales, est passée de 1 094 101 € à 1 112 513 €, soit une augmentation de 1,7 %, avec un effectif moyen de 16 personnes.

Le résultat d'exploitation ressort à 266 258 € contre 322 845 € pour l'exercice précédent, marquant un recul de 17,5%.

Le résultat financier, d'un montant de -203 694 €, contre 41 800 €, € pour l'exercice précédent, permet de dégager un résultat courant avant impôt de 62 564 €, contre 364 645 € au 31 décembre 2011.

Le résultat exceptionnel s'élève à un montant de -445 685 €, contre 38 555 € pour l'exercice précédent.

En conséquence du résultat fiscal, il a été constaté un impôt sur les bénéfices pour un montant de 91 651 € pour cet exercice.

Ainsi, compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit par une perte de 474 772 € contre un bénéfice de 403 201 € pour l'exercice précédent, soit un recul de 217,8 %.

ENDETTEMENT FINANCIER

Aucun emprunt auprès d'établissement bancaire ne figure au passif de la société.

INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE

Au cours de cet exercice, la société a investi environ 22 K€ principalement dans l'acquisition de matériels d'exploitation, de bureau et informatiques.

RESULTATS DE L'ACTIVITE, PROGRES REALISES, DIFFICULTES RENCONTREES, EVOLUTIONS PREVISIBLES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous continuerons de porter nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires des nouveaux produits liés à la téléphonie et à la mobilité, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

DETTES FOURNISSEURS ET DELAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L.441-6 du Code de commerce et aux dispositions conventionnelles avec nos prestataires et fournisseurs, le tableau ci-après vous retrace nos obligations en matière de délai de règlement :

Exercices	Fournisseurs et comptes rattachés	Délai moyen de règlement
31/12/2012	1 305 Ke	60 jours
31/12/2011	1 248 Ke	60 jours

FACTEURS DE RISQUES

Environnements législatif et réglementaire

En plus de la législation applicable à toute activité commerciale, les activités de la société répondent à des contraintes juridiques et réglementaires spécifiques :

- les activités liées à l'hébergement et à la diffusion de contenus et de services multimédia s'inscrivent dans l'environnement juridique du droit des télécommunications et du droit dit "des nouvelles technologies".

Ces activités sont donc essentiellement soumises aux dispositions du Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE) ayant repris la plupart des législations récentes.

- les activités de communication spécialisée et de régie publicitaire doivent se conformer au droit de la publicité, dont notamment la loi "Sapin" du 29 janvier 1993.

Environnement concurrentiel

Nos activités sont de moins en moins impactées par la concurrence du fait notamment de nos nouveaux produits innovants et brevetés.

Propriété intellectuelle

La société s'appuie sur un ensemble de protections légales et contractuelles en matière de droits d'auteurs, marques, brevets et obligations de confidentialité pour établir et protéger sa technologie, ses programmes d'ordinateur, ses bases de données et certaines informations.

Les codes, brevets, noms de domaine, marques et visuels du groupe sont déposés auprès des organismes de protection compétents et sont leur entière propriété.

Edition de contenu et liens de dépendance

Le chiffre d'affaires est composé principalement de revenus liés à la diffusion de contenus et de services sur des réseaux télécoms, ainsi qu'à des prestations d'hébergement et de services.

L'activité d'éditeur de contenus expose la société à d'éventuelles actions en justice intentées sur des fondements juridiques aussi variés que la diffamation, le dénigrement, la négligence, l'atteinte à la personne, ou le non-respect de la vie privée.

Reversements des opérateurs téléphoniques : les opérateurs téléphoniques reversent à notre société les revenus correspondant aux contenus et aux services diffusés auprès des utilisateurs finaux diminués des coûts enregistrés. Ces revenus sont comptabilisés en chiffre d'affaires. Les achats de contenus, d'applications, de droits et d'audience sont comptabilisés en charges d'exploitation.

Il en est de même pour les prestations d'hébergement et de services qui sont comptabilisées en chiffre d'affaires.

Ainsi, l'activité générée sur la base d'applications Minitel, Mobilité, Audiotex et autres services vocaux se fait par la mise à disposition des utilisateurs finaux, d'informations, de services et de contenus diffusés par l'intermédiaire d'opérateurs téléphoniques. L'activité étant majoritairement réalisée selon ce modèle économique, les principaux clients sont des opérateurs télécoms nationaux et internationaux.

Risque de marché et risque pays

Le chiffre d'affaires hors CEE étant réalisé avec des pays essentiellement stables, la société est peu exposée à des risques de marché ou à des risques pays.

Risque de change

Le chiffre d'affaires réalisé en devises étrangères étant relativement faible, la société est peu exposée au risque de change. Par ailleurs, elle n'utilise aucun instrument financier dérivé de change.

Risques de taux

La société n'utilise actuellement aucun instrument dérivé de taux. Le seul risque de taux identifié consiste en un risque de diminution des produits financiers rémunérant la trésorerie suite à la diminution des taux servis sur les placements.

Risques industriels et liés à l'environnement

Les activités spécifiques du groupe ne l'exposent pas à des risques industriels particuliers ou à des risques liés à l'environnement.

Assurances

L'outil d'exploitation ainsi que les risques liés aux activités sont couverts par des contrats d'assurance. Ces contrats couvrent plus particulièrement la responsabilité civile d'exploitation.

Litiges et autres risques particuliers

La Direction Administrative et Financière assure le suivi centralisé et la mise à jour de la liste des litiges. Cette liste est suivie et soumise à la direction pour analyse, suivi des actions et détermination du montant des éventuelles provisions.

PASSAGE AUX NORMES IFRS - CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice, la société n'a pas établi de comptes consolidés, ne dépassant plus les seuils depuis au moins deux ans.

Rappelons par ailleurs que la société étant inscrite sur le Marché Libre, elle n'est donc pas concernée par le règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui impose l'utilisation du référentiel IFRS pour l'établissement des comptes consolidés des sociétés cotées sur un marché réglementé de l'Union Européenne, à partir du 1er janvier 2005.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Rien de particulier ne nous semble devoir être signalé sur ce plan, hormis la finalisation dans les prochaines semaines du programme de rachat par la société de 8% de ses propres actions et de la réduction de capital correspondante (conformément à la neuvième résolution de l'AGM de mai 2012).

ACTIVITE DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nos efforts en matière de recherche et développement ont été poursuivis notamment dans le domaine de la téléphonie et de la mobilité. Les dépenses relatives à ces recherches ont été directement passées en charges d'exploitation par nature.

CONVENTIONS REGLEMENTEES ENTRE SOCIETES (Article L.225-38 du Code de Commerce)

Nous vous rappelons que certaines opérations entre sociétés ayant des actionnaires, administrateurs et dirigeants communs doivent faire l'objet de conventions réglementées dans le cadre de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Après notification de ces conventions à nos commissaires aux comptes, nous leur laissons le soin de vous présenter leur rapport sur ces opérations, conformément aux dispositions légales.

PRISES DE PARTICIPATIONS OU DE CONTROLE

La société n'a pris aucune participation ni aucun contrôle de société au cours de l'exercice.

SOCIETES CONTROLEES

A la date de clôture, notre société détient les sociétés suivantes :

- **PEL** 100.00%
- **NEOCOM UK** 100.00%
- **CVM COMMUNICATIONS** 70.00%

ACTIONS D'AUTO-CONTROLE

Aucune détention n'est à signaler.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les filiales et participations de notre société.

ACTIVITE DES FILIALES

▪ **PEL Sarl**

Notre filiale PEL détenue à 100% a une activité de presse/régie publicitaire.

Au cours de cet exercice, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 466 988 € contre 625 436 € en 2011, baisse liée à la diminution des budgets publicitaires. Sur 2012, la société a dégagé une perte de 50 € contre une perte de 1 540 € en 2011.

Compte tenu du résultat fiscal, un impôt sur les sociétés de 2 499 € a été comptabilisé au titre de l'exercice.

▪ **GRAAL NETWORK Sarl**

Cette société, détenue à 49%, a principalement une activité d'hébergement Internet

Au cours de cet exercice, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 215 032 € contre 202 565 € en 2011. Sur 2012, la société a dégagé un bénéfice de 1 086 € contre 13 139 € en 2011.

Compte tenu du résultat fiscal, un impôt sur les sociétés de 543 € a été comptabilisé au titre de l'exercice.

▪ **NEOCOM UK Limited**

Cette société reste sans activité.

▪ **CVM COMMUNICATIONS**

Cette société a été créée en milieu d'année 2011 afin de développer des produits innovants de Néocom Multimédia aux Etats-Unis.

Sur cet exercice, elle a dégagé un chiffre d'affaires de 17 000 USD contre 0 en 2011 et a généré une perte de 142 223 USD contre une perte 66 737 USD pour l'exercice précédent.

INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code du commerce, nous vous précisons pour chacun des mandataires sociaux, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société:

⇒ Voir tableau ci-joint.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT ET DIVIDENDES

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir une perte de 474 772 euros, que nous vous proposons d'affecter sur le poste « Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... ».

L'affectation du résultat que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons par ailleurs de distribuer un dividende global de 266 917,60 euros pour cet exercice, prélevé sur le poste « Autres réserves », compte tenu du nombre d'actions existantes à ce jour (soit 1 668 235). Dans le cas où le nombre d'actions serait moindre au jour de la distribution, eu égard à l'opération en cours de rachat par la société de ses propres actions et de la réduction de capital correspondante (cf. infra « Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice »), ce dividende global sera mathématiquement diminué.

En tout état de cause, le dividende par action s'élèvera à 0,16 euros.

Il sera mis en paiement à compter du 4 juin 2013, sous déduction pour les actionnaires personnes physiques des prélèvements sociaux (15,5%) applicables.

En outre, il est rappelé que les dividendes éligibles à l'abattement de 40 % seront taxés, sauf exonération (cf. ci-dessous), à la source au taux de 21 % avant d'être imposés au barème de l'impôt sur le revenu.

Ce prélèvement, calculé à partir du montant brut des revenus, n'a aucun caractère libératoire et représente un acompte sur l'impôt dû, qui sera ensuite imputé sur le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré, l'excédent éventuel étant alors restitué.

Il est précisé que les dividendes pourront être exonérés de cet acompte si le revenu fiscal de référence de l'actionnaire, de l'avant-dernière année (2011), est inférieur à 50.000 € (actionnaire célibataire) ou 75.000 € (en cas d'imposition commune avec le conjoint).

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est également précisé que les revenus distribués ci-dessus sont éligibles à l'abattement de 40 % en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes éligibles à l'abattement de 40% pour les trois exercices précédents, ont été, par action, les suivantes :

Exercice	Nombre d'actions	Div./action
2011	1 668 235	0.25 €
2010	1 668 235	0.30 €
2009	1 668 235	0.50 €

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

MANDATS DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Administrateurs :

Le mandat de Monsieur Stéphane RAIMONDEAU arrive à expiration. Nous vous proposons de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

- Commissaires aux comptes :

Aucun mandat de commissaires aux comptes n'arrive à expiration.

JETONS DE PRESENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer à douze mille euros.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL ET MODIFICATION DES STATUTS

Nous vous proposons de bien vouloir approuver le transfert de notre siège social de Marseille (13003), 37/41 rue Guibal à l'adresse de l'établissement secondaire de Paris (75015), 5 rue Platon, avec effet au 1^{er} janvier 2013, ainsi que la modification corrélative des statuts (art. 1.2 – SIEGE SOCIAL. RCS).

Fait le 28 mars 2013,

Le conseil d'administration.

ANNEXES

Documents joints au rapport :

Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

Tableau du cumul des mandats

En Euros

<i>EXERCICES CONCERNES</i>	2008	2009	2010	2011	2012
<i>NATURE DES INDICATIONS</i>					
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social.....	1 271 603	1 271 603	1 271 603	1 271 603	1 271 603
Nombre des actions ordinaires existantes.....	1 668 235	1 668 235	1 668 235	1 668 235	1 668 235
Nombre des actions à dividende prioritaires (sans droit de vote) existantes.....	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer.....	34 875	15 250	7 350	7 350	0
. Par conversion d'obligations					
. Par exercice de droits de souscription	34 875	15 250	7 350	7 350	0
II - Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes.....	7 806 151	6 929 892	6 660 663	6 273 926	6 210 578
Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	1 064 578	275 486	140 052	156 206	680 963
Impôts sur les bénéfices.....	10 295	0	0	0	91 651
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	648 476	1 141 620	401 323	403 201	-474 772
Résultat distribué.....	633 919	834 118	500 471	417 059	266 917(*)
III - Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amort. et provisions.....	0,64	0,17	0,08	0,09	0,35
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotat. aux amortissements et provisions.....	0,39	0,68	0,24	0,24	-0,28
Dividende attribué à chaque action	0,38	0,50	0,30	0,25	0,16
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice.....	18	15	16	16	16
Montant de la masse salariale de l'exercice.....	732 920	789 148	672 368	724 992	756 622
Montant des sommes versées au titre des avantages fiscaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc).....	364 795	390 306	343 617	369 109	355 891

(*) Eu égard au nombre d'actions existantes, soit 1 668 235.

Cumuls de mandats (art. L. 225-102-1 du Code de commerce)

Personnes physiques ou morales	Didier DERDERIAN	Thierry FRANCOIS	Stéphane RAIMONDEAU	NEOCOM MULTIMEDIA
SA NEOCOM MULTIMEDIA	P-DG	ADM	ADM	
SA FINANCIERE PLATON- LAROCHE	ADM	P-DG	ADM	
SARL PEL	Gérant			Associée à 100%
NEOCOM UK Limited	Gérant			Associée à 100%
SARL BIZ NETWORK		Gérant		
CVM COMMUNICATIONS				Associée à 70%
SARL GRAAL NETWORK				Associée à 49%